

SAS WANT:HEAD

Société par action simplifiée au capital de 100 €
93 Route de Bâle 68000 COLMAR
SIRET : 911 257 442 000 10
RCS de Colmar : 911 257 442
Contact : contact@wanthead.fr
CONDITIONS GENERALES DE VENTE
Applicables à compter du 19 février 2022

ARTICLE 1 : PREAMBULE

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après dénommées « CGV ») ont pour objet de définir les droits et obligations des parties dans le cadre de la vente des prestations proposées par la Société Want:Head, ci-après dénommé le « Prestataire », à l'acheteur, ci-après dénommé le « Client ».

Ces CGV s'appliquent à toutes les prestations de services conclues par le Prestataire avec un Client. Toute commande passée ainsi que tout contrat conclu avec le Prestataire implique l'adhésion pleine et entière et sans réserve du Client à ces CGV.

Le Prestataire et le Client conviennent que les présentes conditions générales régissent exclusivement leur relation. Les présentes CGV constituent le socle unique de la relation contractuelle entre les parties, et, en ce sens, le Client est réputé les accepter sans réserve.

Le fait que le Prestataire ne mette pas en œuvre l'une ou l'autre clause établie en sa faveur dans les présentes conditions, ne peut être interprété comme une renonciation de sa part à s'en prévaloir.

En l'absence de Conditions particulières de vente, les présentes CGV prévalent sur tout autre document, et notamment sur toutes conditions générales d'achat. Elles s'appliquent, sans restriction ni réserve, à tous les services rendus par le Prestataire.

Le Prestataire se réserve le droit de modifier ponctuellement ses conditions générales.

Le Prestataire se réserve le droit de déroger à certaines clauses des présentes, en fonction des négociations menées avec le Client, par l'établissement de conditions de vente particulières qui seront obligatoirement et distinctement jointes et validées par le Client.

Le Prestataire peut, en outre, établir des conditions générales de vente catégorielles, dérogatoires aux présentes CGV, en fonction du type du Client considéré, selon des critères qui resteront objectifs. Les Clients répondant à ces critères se verront alors appliquer ces conditions générales de vente catégorielles.

Conformément à la réglementation en vigueur, ces CGV sont systématiquement communiquées à tout Client qui en fait la demande, pour lui permettre de passer commande auprès du Prestataire.

ARTICLE 2 : COMMANDES

Toute commande vaut acceptation des prix et descriptions des prestations proposées.

Dans certains cas, notamment défaut de paiement, information erronée donnée par le Client, ou autre incident sur le compte du Client, le Prestataire se réserve le droit de bloquer la commande du Client jusqu'à la résolution du problème.

Les prestations régies par les présentes conditions générales sont celles qui figurent sur le site internet du Prestataire et qui sont indiquées comme réalisées par le Prestataire ou sous son contrôle. Elles sont proposées dans la limite des disponibilités et des possibilités du Prestataire.

Les prestations sont décrites et présentées avec la plus grande exactitude possible.

Toutefois si des erreurs ou omissions ont pu se produire quant à cette présentation, la responsabilité du Prestataire ne pourra pas être engagée.

2.1. Confirmation de commande

Les ventes de prestations ne seront définitivement conclues qu'après établissement, par le Prestataire, d'un devis, d'un bon de commande ou d'un contrat de prestation de service ayant expressément reçu l'acceptation du Client.

2.2. Modification de commande

Toute modification éventuelle de la commande demandée par le Client ne sera prise en compte que dans la limite des possibilités du Prestataire et feront, le cas échéant, l'objet d'une nouvelle validation selon les modalités précitées.

2.3. Annulation de commande

En cas d'annulation de la commande par le Client après acceptation par le Prestataire, pour quelque raison que ce soit, le prix convenu lors de la validation de la commande restera acquis par le Prestataire à titre de dommage et intérêts.

En cas de non-respect par le Client de ses engagements, telles qu'ils résultent, notamment, des présentes CGV, le Prestataire se réserve la possibilité d'actionner la clause résolutoire mentionnée à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 3 : TARIFS

Les services proposés par le Prestataire sont fournis aux tarifs en vigueur sur le site internet « www.mls-search.fr » lors de la réception de la commande par le Prestataire.

Les tarifs sont exprimés en euros et sont soumis à TVA.

En aucun cas le tarif de la prestation ne peut être renégocié après que la prestation soit réalisée.

Toute commande donne lieu au versement d'un acompte équivalent à 20 % du montant total de la prestation.

Une facture est établie par le Prestataire et remise au Client lors de chaque fourniture de services et/ou à chaque étape nécessitant le versement d'un acompte.

Les modalités de détermination du coût des services dont le prix ne peut être connu a priori avec exactitude feront l'objet d'un devis détaillé à la demande du Client.

Les retards ou autres problèmes imprévus, dont le Prestataire n'a pas la maîtrise et qui échappent à son contrôle, peuvent entraîner des honoraires supplémentaires susceptibles de faire l'objet d'une facturation complémentaire.

Le Client pourra bénéficier, à la discrétion du Prestataire, de rabais, de remises ou de ristournes, selon les modalités déterminées d'un commun accord entre les parties, lors de la négociation commerciale, en fonction de la nature et du volume des services rendus.

ARTICLE 4 : CONDITIONS ET MODALITES DE PAIEMENT

Le prix convenu est payable par le Client au Prestataire par virement bancaire.

Le Prestataire se réserve le droit de facturer la somme de 100 € supplémentaire en cas de règlement réalisé par un autre moyen.

Les conditions et modalités de paiement, notamment les délais de règlement, se limitent exclusivement à ceux qui figurent sur le bon de commande, le devis ou le contrat. Les sommes dues par le Client sont payées au jour de l'échéance figurant sur le bon de commande, le devis ou le contrat.

En cas de retard de paiement par le Client, et sans aucune formalité ni mise en demeure préalable, des pénalités équivalentes à trois fois le taux d'intérêt légal calculées sur la base du montant TTC seront dues, et la totalité des sommes dues au Prestataire deviendra de plein droit immédiatement exigible.

En cas de retard de paiement, le Prestataire sera fondé à suspendre de plein droit l'exécution des prestations jusqu'au règlement complet des sommes impayées sans que cette inexécution ne puisse être considérée comme lui étant imputable n'y donner lieu à quelconque indemnisation.

ARTICLE 5 : FOURNITURE DES PRESTATIONS – LIMITATION DE RESPONSABILITE

Les engagements du Prestataire constituent une obligation de moyens aux termes de laquelle les prestations seront exécutées dans le strict respect des règles professionnelles en usage ainsi que, le cas échéant, conformément aux conditions du contrat.

L'entière responsabilité du Prestataire relative à tout manquement, négligence ou faute, relevé à l'occasion de l'exécution des prestations, sera plafonnée au montant du prix versé par Client au titre des prestations mises en cause.

En aucun cas la responsabilité du Prestataire ne pourra être engagée en cas de retard, suspension ou inexécution de sa mission imputable au Client ou un cas de force majeure.

ARTICLE 6 : LOYAUTE ET EMBauchES

Le Client s'interdit d'embaucher tout candidat qui lui aurait été présenté par l'intermédiaire du Prestataire et qu'il n'aurait pas embauché dans le cadre de sa mission, et ce pendant une durée d'un an à compter de la fin de la mission du Prestataire.

Le Client conserve le droit de recruter directement un candidat, auquel cas le Client restera devoir au Prestataire le prix TTC mentionné dans le bon de commande, le devis, ou le contrat.

Lors de l'embauche d'un salarié au poste recherché, le client s'engage à en informer le Prestataire dans les plus brefs délais pour mettre fin à ses diligences.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client s'engage à faire preuve de la plus grande réactivité à l'égard des candidatures adressées par le Prestataire et à mettre en œuvre tout le nécessaire afin de le poursuivre le recrutement jusqu'à son aboutissement. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours concernant une candidature, le Prestataire se réserve le droit de suspendre sa mission sans que cette inexécution ne puisse être considérée comme lui étant imputable n'y donner lieu à quelconque indemnisation.

En cas d'inexécution par le Client de ses obligations, notamment celles citées à l'article 4 et à l'article 6 ci-dessous, le Prestataire pourra procéder à la résolution du contrat de plein droit et sans mise en demeure ou sommation préalable et sera fondé à demander le versement de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Prestataire se réserve tout droit, titre et intérêt sur :

- les éléments originaux figurant dans les travaux, documents, mémos, consultations, avis, conclusions ou autres actes de procédure, etc... réalisés dans le cadre des prestations, y compris de façon non limitative, tout droit d'auteur, marque déposée et tout autre droit de propriété intellectuelle s'y rapportant et ;
- toutes les méthodes, processus, techniques, développements, et savoir-faire incorporés ou non des prestations ou que le Prestataire serait amené à développer ou à fournir dans le cadre des prestations.

Le Client s'interdit de distribuer, commercialiser, et plus généralement de mettre à disposition ou de concéder l'utilisation de ces mêmes réalisations et plus généralement de concéder l'utilisation de ces mêmes éléments à des tiers sans l'accord du Prestataire.

Toute reproduction totale ou partielle de ce contenu est strictement interdite et est susceptible de constituer un délit de contrefaçon.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles collectées auprès des Clients utilisateurs du site internet du Prestataire ont pour objectif la mise à disposition des services du site internet du Prestataire, leur amélioration et le maintien d'un environnement sécurisé. Plus précisément, les utilisations sont les suivantes : accès et utilisation du site par l'utilisateur, gestion du fonctionnement et optimisation du site, organisation des conditions d'utilisation des services de paiement, vérification, identification et authentification des données transmises par l'utilisateur, mise en œuvre d'une assistance utilisateur, personnalisation des services en affichant des publicités en fonction de l'historique de navigation de l'utilisateur, selon ses préférences, prévention et détection des fraudes, malwares (malicious softwares ou logiciels malveillants) et gestion des incidents de sécurité, gestion des éventuels litiges avec les utilisateurs, envoi d'informations commerciales et publicitaires, en fonction des préférences de l'utilisateur.

Les données personnelles recueillies par le Prestataire peuvent être partagées avec des sociétés tierces, dans les cas suivants :

- quand l'utilisateur utilise les services de paiement, pour la mise en œuvre de ces services, le Prestataire est en relation avec des sociétés bancaires et financières tierces avec lesquelles elle a passé des contrats ;
- quand l'utilisateur autorise le site web d'un tiers à accéder à ses données ;
- quand le Prestataire recourt aux services de prestataires pour fournir l'assistance utilisateurs, la publicité et les services de paiement. Ces prestataires disposent d'un accès limité aux données de l'utilisateur, dans le cadre de l'exécution de ces prestations, et ont une obligation contractuelle de les utiliser en conformité avec les dispositions de la réglementation applicable en matière protection des données à caractère personnel ;
- si la loi l'exige, le Prestataire peut effectuer la transmission de données pour donner suite aux réclamations présentées contre lui et se conformer aux procédures administratives et judiciaires ;
- si le Prestataire est impliqué dans une opération de fusion, acquisition, cession d'actifs ou procédure de redressement judiciaire, elle pourra être amenée à céder ou partager tout ou partie de ses actifs, y compris les données à caractère personnel.

En application de la réglementation applicable aux données à caractère personnel, les utilisateurs disposent des droits suivants :

- mettre à jour ou supprimer les données qui les concernent en se connectant à leur compte et en configurant les paramètres de ce compte ;
- exercer leur droit d'accès, pour connaître les données personnelles les concernant, en écrivant à l'adresse électronique suivante : contact@wanthead.fr

- demander la mise à jour des informations inexacts, en écrivant à l'adresse électronique suivante : contact@wanthead.fr

- demander la suppression de leurs données à caractère personnel, conformément aux lois applicables en matière de protection des données, en écrivant à l'adresse électronique suivante : contact@wanthead.fr

- supprimer leur compte, en écrivant à l'adresse électronique suivante : contact@wanthead.fr

Avant la mise en œuvre de ses droits, le Prestataire peut demander une preuve de l'identité de l'utilisateur afin d'en vérifier l'exactitude.

Le Prestataire met en œuvre des mesures organisationnelles, techniques, logicielles et physiques en matière de sécurité du numérique pour protéger les données personnelles contre les altérations, destructions et accès non autorisés. Toutefois, il est à signaler qu'Internet n'est pas un environnement complètement sécurisé et le Prestataire ne peut pas garantir la sécurité de la transmission ou du stockage des informations sur Internet.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS GENERALES

10.1. Force majeure

Conformément à l'article 1218 du Code civil, est considéré comme un événement de force majeure, l'événement extérieur aux parties, imprévisible au moment de la conclusion du contrat et irrésistible, qui empêche l'exécution du contrat.

10.2. Renonciation du Client aux dispositions de l'article 1195 du Code civil

Conformément à la faculté qui lui est ouverte, le Client renonce par avance à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

10.3. Loi applicable et juridiction compétente en cas de litige

Les présentes conditions générales sont soumises à l'application de la loi et du droit français. Elles sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait naître de la réalisation des prestations.

Tout litige relatif à la formation, l'exécution, la résiliation et l'interprétation du contrat ou des présentes, leurs conséquences et leurs suites, sera soumis à la compétence du Tribunal Judiciaire de Colmar (68000).